

## ■ DELÉMONT-CONSEIL DE VILLE

# Les discussions sur la sortie de la capitale de Régiogaz ont été explosives

► **Le Conseil de ville de Delémont a accepté par 22 voix** (PS et Alternative de Gauche) contre 13 (PCSI, PDC, PLR et UDC) que la commune quitte Régiogaz SA.

► **Autre point important au menu d'hier soir:** les comptes 2020, qui ont été acceptés à l'unanimité, malgré un déficit de 575 000 fr.

Les débats sur la sortie de Delémont de la société Régiogaz, hier soir au Conseil de ville de la capitale jurassienne, ont été explosifs et longs.

Le législatif était appelé à se prononcer sur un message du Conseil communal lui donnant la compétence pour dénoncer la Convention d'actionnaires et vendre les actions du chef-lieu jurassien.

Murielle Macchi-Berdat, conseillère communale en charge de l'Énergie et des eaux, a longuement exposé les raisons qui ont poussé les administrateurs delémontains (elle et un collaborateur des Services industriels) à claquer la porte du conseil d'adminis-

tration de la société, réunissant également Courrendlin, Courtételle, Courroux et Rossemaison.

## Protéger les citoyens

«Le but de ce message est de protéger les citoyens contre des pratiques monopolistiques contraires aux marchés publics. Il n'a pas été facile de prendre cette décision, mais cette sortie a été jugée capitale sous les aspects financiers,

techniques, économiques et juridiques», a commencé la conseillère communale. Selon l'élue, quitter la société permettra à Delémont de garder la maîtrise du prix du gaz dès septembre 2022. «En y restant, nous exposons nos 1200 clients à subir les augmentations de Régiogaz sans que l'on puisse réagir», a noté la conseillère communale.

Pour Murielle Macchi-Berdat, rester chez Régiogaz équi-

vaut d'autre part à ne pas maîtriser les dépenses. «Si les coûts venaient à augmenter par des dépenses inappropriées, cela se répercuterait sur les finances communales. Ces derniers mois, une majorité du conseil d'administration a procédé à des investissements coûteux alors que des solutions moins chères ont été proposées par Delémont», a-t-elle pointé. La conseillère communale a également relevé que les

pratiques au sein de Régiogaz seraient contraires aux bases légales, en particulier du point de vue de la loi sur les marchés publics au niveau de l'approvisionnement. «La proposition de sonder le marché pour trouver un prix de molécule moins cher avait été proposée par les administrateurs delémontains, mais elle a été sèchement refusée par le reste des administrateurs» a précisé la conseillère communale.

Enfin, le fait de quitter Régiogaz permettra à Delémont de respecter ses objectifs de transition énergétique, a souligné Murielle Macchi-Berdat.

## Forte opposition des partis de droite

Les partis de droite ont vivement critiqué la décision de Delémont de sortir de cette société. Christophe Günter (PLR) craint que la prochaine étape soit la fin du gaz en ville.

Le libéral-radical a aussi estimé que la commune ne pouvait pas abandonner Régiogaz pour la simple raison qu'il existe des désaccords: «On n'arrive pas à s'entendre et du coup on quitte le navire!»

«Madame Berdat accuse la direction de ne pas fournir des contrats de prestation pour dé-

finir les responsabilités de chaque intervenant. Pourquoi ces contrats sont-ils d'un coup si importants et urgents? Pourquoi, lorsque Madame Berdat était présidente, ces contrats n'étaient pas si importants?» s'est interrogé le conseiller de ville.

## Diffamation

«Je trouve cavalier de laisser tomber les communes. Il ne faut pas croire qu'elles ne vont pas montrer de réaction virulente. Le comportement de la conseillère communale, qui a quitté le navire, est inadmissible!» a renchéri son collègue de parti Pierre Chételat, promettant de lancer un référendum si ce message était accepté par le législatif.

«Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. J'ai bien peur que cette arrogance brise la bonne collaboration dans d'autres domaines avec ces communes», a lâché Patrick Frein (PDC).

Murielle Macchi-Berdat a été touchée dans sa chair par ces propos qu'elle a ressentis comme des atteintes à sa personnalité et qui peuvent, selon elle, justifier l'ouverture d'une procédure en diffamation.

HÜSEYİN DİNÇARSLAN



Les discussions sur le retrait de Delémont de Régiogaz ont fait chauffer l'atmosphère.

PHOTO STÉPHANE GERBER